Paris le 31 janvier 2018

# COMMUNIQUE DE PRESSE

## MERCOSUR : ¡ No Pasarán !

Les propos du Président de la République du 25 janvier dernier, qu'il a confirmés hier soir, sont clairs : la France et l'Union européenne se préparent à lâcher l'agriculture dans la négociation en cours sur le Mercosur. Toutes les lignes rouges sont franchies : économiques, sanitaires et environnementales.

Sur le plan économique : le sacrifice de la filière bovine est une évidence. Le MERCOSUR représente déjà les trois quarts des importations de bœuf de l'UE. Les producteurs de ces pays sont extrêmement compétitifs et exportent malgré l'application des droits de douane prévus par l'OMC. Nos producteurs ne pourront pas lutter ! Et le secteur bovin n'est pas le seul sacrifié. Le chef de l'Etat a oublié de mentionner le poulet brésilien, la viande porcine, le sucre ou l'éthanol… Déjà, 4 poulets sur 10 consommés en France sont importés, et en priorité dans la restauration collective.

Le Président de la République nous offre comme lot de consolation l'accord avec la Chine, la Turquie ou le Japon : ça n'est pas acceptable, ça n'est pas suffisant ! Ouvrir des marchés aux industriels OUI, encore faut-il que ceux-ci saisissent ces opportunités ; ce qui est loin d'être le cas. Comment le gouvernement peut-il ignorer à ce point la situation dramatique des producteurs en leur enfonçant un peu plus la tête sous l'eau ?

Quant à la stratégie défensive proposée en promouvant l'indication de l'origine France : le Président sait-il que l'obligation d'étiquetage pour les produits laitiers et les produits carnées est encore en phase d'expérimentation soumise à l'évaluation de la Commission en 2019 ? Quelle sorte de stratégie défensive consiste à ouvrir les portes avant de consolider les murailles ?

Et quel mensonge auprès des consommateurs et des citoyens ! Quel marché de dupe pour les agriculteurs ! Comment peut-on promouvoir l'engagement dans la transition écologique en France, une sécurité sanitaire irréprochable et « en même temps » autoriser des importations de produits dont les méthodes de production sont interdites en France ! Il n'est pas prévu dans l'accord le respect des mêmes conditions de production entre les deux pays : l'Etat le sait très bien.

Nous, Agriculteurs, nous en appelons aux Citoyens, aux Consommateurs, aux Elus locaux sur ces contradictions, ces incohérences, ces insincérités, sources de dangers et destructeurs d'emplois dans les territoires. Nous ne laisserons pas passer des produits qui ruinent nos efforts, nos territoires, et nos filières.

**Contacts presse :**
**FNSEA** : Marion FOURNIER – 07 60 29 56 17
**JA** : Claire CANNESSON : 06 59 98 56 90